

Journal officiel

de l'Union européenne

L 270



Édition
de langue française

Législation

55^e année
4 octobre 2012

Sommaire

III *Autres actes*

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

- ★ **Décision du Comité mixte de l'EEE n° 103/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE** 1
- ★ **Décision du Comité mixte de l'EEE n° 104/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE** 3
- ★ **Décision du Comité mixte de l'EEE n° 105/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe II (Règlementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE** 4
- ★ **Décision du Comité mixte de l'EEE n° 106/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe II (Règlementations techniques, normes, essais et certification) et l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE** 6
- ★ **Décision du Comité mixte de l'EEE n° 107/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe II (Règlementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE** 29
- ★ **Décision du Comité mixte de l'EEE n° 108/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XI (Communications électroniques, services audiovisuels et société de l'information) de l'accord EEE** 30
- ★ **Décision du Comité mixte de l'EEE n° 109/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XI (Communications électroniques, services audiovisuels et société de l'information), l'annexe XIX (Protection des consommateurs) et le protocole 37 de l'accord EEE** 31

Prix: 3 EUR

(suite au verso)

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 110/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE	33
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 111/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE	34
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 112/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE	35
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 113/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE	37
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 115/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE	38
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 116/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE	39
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 117/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE	40
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 118/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE	41
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 119/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE	42
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 120/2012 du 15 juin 2012 modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE	43
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 121/2012 du 15 juin 2012 modifiant le protocole 31 (concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés) et le protocole 37 (comportant la liste prévue à l'article 101) de l'accord EEE	44
★ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 122/2012 du 15 juin 2012 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés	46

Avis au lecteur (voir page 47)



III

(Autres actes)

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 103/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe I de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 80/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement délégué (UE) n° 1152/2011 de la Commission du 14 juillet 2011 complétant le règlement (CE) n° 998/2003 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les mesures sanitaires préventives nécessaires à la lutte contre l'infestation des chiens par *Echinococcus multilocularis* ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (3) Le règlement délégué (UE) n° 1153/2011 de la Commission du 30 août 2011 modifiant l'annexe I *ter* du règlement (CE) n° 998/2003 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences techniques applicables à la vaccination antirabique ⁽³⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (4) La directive 2007/43/CE du Conseil du 28 juin 2007 fixant des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande ⁽⁴⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (5) La décision d'exécution 2011/629/UE de la Commission du 20 septembre 2011 modifiant l'annexe D de la directive 88/407/CEE du Conseil en ce qui concerne les

échanges dans l'Union de sperme d'animaux de l'espèce bovine expédié à partir des centres de collecte et des centres de stockage de sperme ⁽⁵⁾ doit être intégrée dans l'accord.

- (6) La présente décision concerne la législation relative aux animaux vivants autres que les poissons et les animaux d'aquaculture et aux produits animaux tels que les ovules, les embryons et les spermatozoïdes. Cette législation ne s'applique pas à l'Islande, comme cela est précisé au paragraphe 2 de la partie introductive du chapitre I de l'annexe I de l'accord. La présente décision ne s'applique donc pas à l'Islande.
- (7) La présente décision concerne la législation relative aux questions vétérinaires. Cette législation ne s'applique pas au Liechtenstein aussi longtemps que l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux échanges de produits agricoles est étendue au Liechtenstein, comme cela est précisé dans les adaptations sectorielles de l'annexe I de l'accord. La présente décision ne s'applique donc pas au Liechtenstein.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le chapitre I de l'annexe I de l'accord est modifié comme suit:

- 1) le tiret suivant est ajouté au point 10 [règlement (CE) n° 998/2003 du Parlement européen et du Conseil] de la partie 1.1:

«— **32011 R 1153**: règlement délégué (UE) n° 1153/2011 de la Commission du 30 août 2011 (JO L 296 du 15.11.2011, p. 13).»

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 13.⁽²⁾ JO L 296 du 15.11.2011, p. 6.⁽³⁾ JO L 296 du 15.11.2011, p. 13.⁽⁴⁾ JO L 182 du 12.7.2007, p. 19.⁽⁵⁾ JO L 247 du 24.9.2011, p. 22.

2) le point suivant est inséré après le point 148 (décision d'exécution 2011/215/UE de la Commission) de la partie 1.2:

«149. **32011 R 1152**: règlement délégué (UE) n° 1152/2011 de la Commission du 14 juillet 2011 (JO L 296 du 15.11.2011, p. 6).

Cet acte ne s'applique pas à l'Islande.

Aux fins du présent accord, les dispositions du règlement sont adaptées comme suit:

À l'annexe I, partie A, le texte suivant est ajouté à la liste:

“NO	Norvège	L'ensemble du territoire” »
-----	---------	-----------------------------

3) le tiret suivant est ajouté au point 7 (directive 88/407/CEE du Conseil) de la partie 4.1:

«— **32011 D 0629**: décision d'exécution 2011/629/UE de la Commission du 20 septembre 2011 (JO L 247 du 24.9.2011, p. 22).»

4) le tiret suivant est ajouté au point 6 (directive 88/407/CEE du Conseil) de la partie 8.1:

«— **32011 D 0629**: décision d'exécution 2011/629/UE de la Commission du 20 septembre 2011 (JO L 247 du 24.9.2011, p. 22).»

5) le point suivant est inséré après le point 12 (directive 2008/119/CE du Conseil) de la partie 9.1:

«13. **32007 L 0043**: directive 2007/43/CE du Conseil du 28 juin 2007 fixant des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande (JO L 182 du 12.7.2007, p. 19).

Cet acte ne s'applique pas à l'Islande.»

Article 2

Les textes des règlements délégués (UE) n° 1152/2011 et (UE) n° 1153/2011, de la directive 2007/43/CE et de la décision d'exécution 2011/629/UE en langue norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 104/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe I de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 80/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement (UE) n° 16/2012 de la Commission du 11 janvier 2012 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences relatives aux denrées alimentaires congelées d'origine animale destinées à la consommation humaine ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (3) La présente décision concerne la législation relative aux questions vétérinaires. Cette législation ne s'applique pas au Liechtenstein aussi longtemps que l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux échanges de produits agricoles est étendue au Liechtenstein, comme cela est précisé dans les adaptations sectorielles de l'annexe I de l'accord. La présente décision ne s'applique donc pas au Liechtenstein,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le tiret suivant est ajouté au point 17 [règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil] de la partie 6.1 du chapitre I de l'annexe I de l'accord:

«— **32012 R 0016**: règlement (UE) n° 16/2012 de la Commission du 11 janvier 2012 (JO L 8 du 12.1.2012, p. 29).»

Article 2

Les textes du règlement (UE) n° 16/2012 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

*Par le Comité mixte de l'EEE**Le président faisant fonction*

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 13.

⁽²⁾ JO L 8 du 12.1.2012, p. 29.

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 105/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe II (Réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe II de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 82/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement (UE) n° 234/2011 de la Commission du 10 mars 2011 portant application du règlement (CE) n° 1331/2008 du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure d'autorisation uniforme pour les additifs, enzymes et arômes alimentaires ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (3) Le règlement (UE) n° 1129/2011 de la Commission du 11 novembre 2011 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil en vue d'y inclure une liste de l'Union des additifs alimentaires ⁽³⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (4) Le règlement (UE) n° 1130/2011 de la Commission du 11 novembre 2011 modifiant l'annexe III du règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil sur les additifs alimentaires en vue d'y inclure une liste de l'Union des additifs alimentaires autorisés dans les additifs alimentaires, les enzymes alimentaires, les arômes alimentaires et les nutriment ⁽⁴⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (5) Le règlement (UE) n° 1131/2011 de la Commission du 11 novembre 2011 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les glycosides de stéviol ⁽⁵⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (6) Le règlement (UE) n° 1160/2011 de la Commission du 14 novembre 2011 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ⁽⁶⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (7) Le règlement (UE) n° 1161/2011 de la Commission du 14 novembre 2011 modifiant la directive 2002/46/CE du Parlement européen et du Conseil, le règlement (CE) n° 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 953/2009 de la Commission en ce qui concerne les listes de substances minérales qui peuvent être ajoutées aux denrées alimentaires ⁽⁷⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (8) Le règlement (UE) n° 1170/2011 de la Commission du 16 novembre 2011 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ⁽⁸⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (9) Le règlement (UE) n° 1171/2011 de la Commission du 16 novembre 2011 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants ⁽⁹⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (10) Le règlement (UE) n° 1282/2011 de la Commission du 28 novembre 2011 modifiant et corrigeant le règlement (UE) n° 10/2011 concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires ⁽¹⁰⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (11) Le règlement (UE) n° 1258/2011 de la Commission du 2 décembre 2011 modifiant le règlement (CE) n° 1881/2006 en ce qui concerne les teneurs maximales pour les nitrates dans les denrées alimentaires ⁽¹¹⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (12) Le règlement (UE) n° 1259/2011 de la Commission du 2 décembre 2011 modifiant le règlement (CE) n° 1881/2006 en ce qui concerne les teneurs maximales en dioxines, en PCB de type dioxine et en PCB autres que ceux de type dioxine des denrées alimentaires ⁽¹²⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (13) La présente décision concerne la législation relative aux denrées alimentaires. Cette législation ne s'applique pas au Liechtenstein aussi longtemps que l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux échanges de produits agricoles est étendue au Liechtenstein, comme cela est précisé dans la partie introductive du chapitre XII de l'annexe II de l'accord. La présente décision ne s'applique donc pas au Liechtenstein,

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 18.⁽²⁾ JO L 64 du 11.3.2011, p. 15.⁽³⁾ JO L 295 du 12.11.2011, p. 1.⁽⁴⁾ JO L 295 du 12.11.2011, p. 178.⁽⁵⁾ JO L 295 du 12.11.2011, p. 205.⁽⁶⁾ JO L 296 du 15.11.2011, p. 26.⁽⁷⁾ JO L 296 du 15.11.2011, p. 29.⁽⁸⁾ JO L 299 du 17.11.2011, p. 1.⁽⁹⁾ JO L 299 du 17.11.2011, p. 4.⁽¹⁰⁾ JO L 328 du 10.12.2011, p. 22.⁽¹¹⁾ JO L 320 du 3.12.2011, p. 15.⁽¹²⁾ JO L 320 du 3.12.2011, p. 18.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le chapitre XII de l'annexe II de l'accord est modifié comme suit:

1) le tiret suivant est ajouté au point 54zzi (directive 2002/46/CE du Parlement européen et du Conseil):

«— **32011 R 1161**: règlement (UE) n° 1161/2011 de la Commission du 14 novembre 2011 (JO L 296 du 15.11.2011, p. 29).»

2) le tiret suivant est ajouté au point 54zzzu [règlement (CE) n° 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil]:

«— **32011 R 1161**: règlement (UE) n° 1161/2011 de la Commission du 14 novembre 2011 (JO L 296 du 15.11.2011, p. 29).»

3) les tirets suivants sont ajoutés au point 54zzzz [règlement (CE) n° 1881/2006 de la Commission]:

«— **32011 R 1258**: règlement (UE) n° 1258/2011 de la Commission du 2 décembre 2011 (JO L 320 du 3.12.2011, p. 15),

— **32011 R 1259**: règlement (UE) n° 1259/2011 de la Commission du 2 décembre 2011 (JO L 320 du 3.12.2011, p. 18).»

4) le texte suivant est ajouté au point 54zzzzl [règlement (CE) n° 953/2009 de la Commission]:

«, modifié par:

— **32011 R 1161**: règlement (UE) n° 1161/2011 de la Commission du 14 novembre 2011 (JO L 296 du 15.11.2011, p. 29).»

5) les tirets suivants sont ajoutés au point 54zzzzr [règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil]:

«— **32011 R 1129**: règlement (UE) n° 1129/2011 de la Commission du 11 novembre 2011 (JO L 295 du 12.11.2011, p. 1),

— **32011 R 1130**: règlement (UE) n° 1130/2011 de la Commission du 11 novembre 2011 (JO L 295 du 12.11.2011, p. 178),

— **32011 R 1131**: règlement (UE) n° 1131/2011 de la Commission du 11 novembre 2011 (JO L 295 du 12.11.2011, p. 205).»

6) le tiret suivant est ajouté au point 55 [règlement (UE) n° 10/2011 de la Commission]:

«— **32011 R 1282**: règlement (UE) n° 1282/2011 de la Commission du 28 novembre 2011 (JO L 328 du 10.12.2011, p. 22).»

7) les points suivants sont insérés après le point 63 (directive 2011/91/UE du Parlement européen et du Conseil):

«64. **32011 R 0234**: règlement (UE) n° 234/2011 de la Commission du 10 mars 2011 portant application du règlement (CE) n° 1331/2008 du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure d'autorisation uniforme pour les additifs, enzymes et arômes alimentaires (JO L 64 du 11.3.2011, p. 15).

65. **32011 R 1160**: règlement (UE) n° 1160/2011 de la Commission du 14 novembre 2011 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie (JO L 296 du 15.11.2011, p. 26).

66. **32011 R 1170**: règlement (UE) n° 1170/2011 de la Commission du 16 novembre 2011 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie (JO L 299 du 17.11.2011, p. 1).

67. **32011 R 1171**: règlement (UE) n° 1171/2011 de la Commission du 16 novembre 2011 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants (JO L 299 du 17.11.2011, p. 4).»

Article 2

Les textes des règlements (UE) n° 234/2011, (UE) n° 1129/2011, (UE) n° 1130/2011, (UE) n° 1131/2011, (UE) n° 1160/2011, (UE) n° 1161/2011, (UE) n° 1170/2011, (UE) n° 1171/2011, (UE) n° 1282/2011, (UE) n° 1258/2011 et (UE) n° 1259/2011 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE
Le président faisant fonction
Gianluca GRIPPA

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 106/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe II (Réglementations techniques, normes, essais et certification) et l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen ⁽¹⁾, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord (ci-après dénommé l'«accord EEE»), et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord EEE.
- (2) Le règlement (CE) n° 1336/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 648/2004 afin de l'adapter au règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ⁽³⁾ doit être intégré dans l'accord EEE.
- (3) La directive 2008/112/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant les directives 76/768/CEE, 88/378/CEE et 1999/13/CE du Conseil ainsi que les directives 2000/53/CE, 2002/96/CE et 2004/42/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les adapter au règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ⁽⁴⁾ doit être intégrée dans l'accord EEE.
- (4) Le règlement (UE) n° 453/2010 de la Commission du 20 mai 2010 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ⁽⁵⁾ doit être intégré dans l'accord EEE.
- (5) Le règlement (UE) n° 440/2010 de la Commission du 21 mai 2010 relatif aux redevances dues à l'Agence européenne des produits chimiques en application du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et

à l'emballage des substances et des mélanges ⁽⁶⁾ doit être intégré dans l'accord EEE.

- (6) Le règlement (CE) n° 1272/2008 abroge la directive 67/548/CEE du Conseil ⁽⁷⁾ et la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽⁸⁾ avec effet au 1^{er} juin 2015. Ces directives, qui ont été intégrées dans l'accord, doivent donc en être supprimées, avec effet au 1^{er} juin 2015.

- (7) Il convient de modifier les annexes II et XX de l'accord EEE en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe II de l'accord EEE est modifiée conformément aux annexes I à III de la présente décision.

Article 2

Le tiret suivant est ajouté au point 21ab (directive 1999/13/CE du Conseil), au point 32e (directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil) et au point 32fa (directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil) de l'annexe XX de l'accord EEE:

« — **32008 L 0112:** directive 2008/112/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 345 du 23.12.2008, p. 68).»

Article 3

Les textes des règlements (CE) n° 1272/2008, (CE) n° 1336/2008, (UE) n° 440/2010 et (UE) n° 453/2010 ainsi que de la directive 2008/112/CE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord EEE aient été faites au Comité mixte de l'EEE ^(*).

⁽¹⁾ JO L 1 du 3.1.1994, p. 3.

⁽²⁾ JO L 353 du 31.12.2008, p. 1.

⁽³⁾ JO L 354 du 31.12.2008, p. 60.

⁽⁴⁾ JO L 345 du 23.12.2008, p. 68.

⁽⁵⁾ JO L 133 du 31.5.2010, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 126 du 22.5.2010, p. 1.

⁽⁷⁾ Directive 67/548/CEE du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (JO 196 du 16.8.1967, p. 1).

⁽⁸⁾ Directive 1999/45/CE du 31 mai 1999 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses (JO L 200 du 30.7.1999, p. 1).

^(*) Obligations constitutionnelles signalées.

Article 5

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

ANNEXE I

de la décision du Comité mixte de l'EEE n° 106/2012

L'annexe II de l'accord EEE est modifiée comme suit:

1. Le tiret suivant est ajouté au point 1 (directive 67/548/CEE du Conseil) et au point 12r (directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil) du chapitre XV:

«— **32008 R 1272**: règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1).»

2. Au point 1 (directive 67/548/CEE du Conseil) du chapitre XV, le texte de l'adaptation c) est remplacé par le texte suivant:

«Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas à la Norvège:

- i) l'article 30 en liaison avec les articles 4 et 5, en ce qui concerne les exigences concernant la classification et/ou les limites spécifiques de concentration pour les substances ou groupes de substances énumérés dans la partie 3 de l'annexe VI du règlement (CE) n° 1272/2008 et figurant dans la liste ci-dessous. La Norvège peut exiger l'utilisation d'une classification et/ou de limites spécifiques de concentration différentes pour cette substance;

Nom	Numéro CAS	Numéro index	EINECS
acrylamide	79-06-1	616-003-00-0	201-173-7

- ii) l'article 30 en liaison avec les articles 4 et 6, en ce qui concerne les exigences concernant la classification et/ou les limites spécifiques de concentration pour les substances ou groupes de substances non énumérés dans la partie 3 de l'annexe VI du règlement (CE) n° 1272/2008 figurant dans la liste ci-dessous. La Norvège peut exiger l'utilisation d'une classification, d'un étiquetage et/ou de limites spécifiques de concentration différents pour ces substances;

Nom	Numéro CAS	Numéro index	ELINCS
acrylamidoglycolate de méthyle (contenant ≥ 0,01 % et < 0,1 % d'acrylamide)	77402-05-2	[NOR-UNN-02-91]	403-230-3
acrylamidométhoxyacétate de méthyle (contenant ≥ 0,01 % et < 0,1 % d'acrylamide)	77402-03-0	[NOR-UNN-03-01]	401-890-7

- iii) ces dérogations prennent fin au 1^{er} juin 2012 si, à cette date, la Norvège n'a pas donné suite, ainsi que le prévoit l'article 37, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1272/2008, aux propositions de classification et d'étiquetage harmonisés soumises le 1^{er} juin 2009 à l'Agence européenne des produits chimiques en vue de renforcer la sévérité des dispositions en matière de classification et d'étiquetage

Si la procédure d'harmonisation de la classification et de l'étiquetage prévue à l'article 37 du règlement (CE) n° 1272/2008 se poursuit, un réexamen des dérogations aura lieu avant le 31 décembre 2013. Si les résultats de cette procédure confirment le bien-fondé de ces dérogations, elles pourront être maintenues par une décision du Comité mixte de l'EEE. En l'absence d'une telle décision d'ici au 1^{er} juillet 2014, les dérogations prendront fin à cette date.»

3. Le texte de l'adaptation d) ii) figurant au point 12r (directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil) du chapitre XV est supprimé.

4. Le tiret suivant est ajouté au point 12u [règlement (CE) n° 648/2004 du Parlement européen et du Conseil] du chapitre XV:

«— **32008 R 1336**: règlement (CE) n° 1336/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (JO L 354 du 31.12.2008, p. 60).»

5. Les tirets suivants sont ajoutés au point 12zc [règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil] du chapitre XV:

«— **32008 R 1272**: règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1),

— **32010 R 0453**: règlement (UE) n° 453/2010 de la Commission du 20 mai 2010 (JO L 133 du 31.5.2010, p. 1).»

6. Les points suivants sont ajoutés après le point 12zd [règlement (UE) n° 1103/2010 de la Commission] du chapitre XV:

«12ze. **32008 R 1272**: règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1).

Aux fins du présent accord, les dispositions du règlement (CE) n° 1272/2008 sont adaptées comme suit:

- a) Le Liechtenstein n'est pas tenu de mettre en place un service national d'assistance technique, au sens de l'article 44 du règlement (CE) n° 1272/2008. En revanche, le Liechtenstein fournit un lien vers le service d'assistance technique de l'Institut fédéral allemand de santé et de sécurité au travail sur la page d'accueil de l'autorité du Liechtenstein compétente en matière de substances chimiques (l'Office pour la protection de l'environnement).
- b) Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas à la Norvège:
- i) l'article 51, en liaison avec l'article 4 et l'article 46, paragraphe 1, en ce qui concerne les exigences concernant la classification, l'étiquetage et/ou les limites spécifiques de concentration pour les substances ou groupes de substances énumérés à l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008 et figurant dans la liste ci-dessous. La Norvège peut exiger l'utilisation d'une classification, d'un étiquetage et/ou de limites spécifiques de concentration différents pour cette substance;

Nom	Numéro CAS	Numéro index	EINECS
acrylamide	79-06-1	616-003-00-0	201-173-7

- ii) l'article 51, en liaison avec l'article 4 et l'article 46, paragraphe 1, en ce qui concerne les exigences concernant la classification, l'étiquetage et/ou les limites spécifiques de concentration pour les substances ou groupes de substances non énumérés à l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008 et figurant dans la liste ci-dessous. La Norvège peut exiger l'utilisation d'une classification, d'un étiquetage et/ou de limites spécifiques de concentration différents pour ces substances;

Nom	Numéro CAS	Numéro index	ELINCS
acrylamidoglycolate de méthyle (contenant $\geq 0,01\%$ et $< 0,1\%$ d'acrylamide)	77402-05-2	[NOR-UNN-02-91]	403-230-3
acrylamidométhoxyacétate de méthyle (contenant $\geq 0,01\%$ et $< 0,1\%$ d'acrylamide)	77402-03-0	[NOR-UNN-03-01]	401-890-7

- iii) l'article 51, en liaison avec les articles 4 et 9 et avec l'article 46, paragraphe 1, en ce qui concerne les mélanges contenant des substances telles que définies aux adaptations i) et ii) ci-dessus;
- iv) ces dérogations prennent fin au 1^{er} juin 2012 si, à cette date, la Norvège n'a pas donné suite, ainsi que le prévoit l'article 37, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1272/2008, aux propositions de classification et d'étiquetage harmonisés soumises le 1^{er} juin 2009 à l'Agence européenne des produits chimiques en vue de renforcer la sévérité des dispositions en matière de classification et d'étiquetage.

Si la procédure d'harmonisation de la classification et de l'étiquetage prévue à l'article 37 du règlement (CE) n° 1272/2008 se poursuit, un réexamen des dérogations aura lieu avant le 31 décembre 2013. Si les résultats de cette procédure confirment le bien-fondé de ces dérogations, elles pourront être maintenues par une décision du Comité mixte de l'EEE. En l'absence d'une telle décision d'ici au 1^{er} juillet 2014, les dérogations prendront fin à cette date.

- c) Les versions islandaise et norvégienne des mentions visées aux articles 21 et 22 figurent aux appendices 5 et 6 respectivement.

12zf. **32010 R 0440**: règlement (UE) n° 440/2010 de la Commission du 21 mai 2010 relatif aux redevances dues à l'Agence européenne des produits chimiques en application du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (JO L 126 du 22.5.2010, p. 1).»

7. Les textes du point 1 (directive 67/548/CEE du Conseil) et du point 12r (directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil) du chapitre XV sont supprimés avec effet au 1^{er} juin 2015.
 8. Les appendices 3 (LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES DE L'ANNEXE I DE LA DIRECTIVE 67/548/CEE DU CONSEIL) et 4 (LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES DE L'ANNEXE I DE LA DIRECTIVE 67/548/CEE DU CONSEIL) sont supprimées avec effet au 1^{er} juin 2015.
 9. Les appendices 5 (Mentions de danger et conseils de prudence en islandais) et 6 (Mentions de danger et conseils de prudence en norvégien) sont complétés comme spécifié dans les annexes II et III, respectivement, de la présente décision.
 10. Le tiret suivant est ajouté au point 1 (directive 76/768/CEE du Conseil) du chapitre XVI et au point 1 (directive 88/378/CEE du Conseil) du chapitre XXIII:

«— **32008 L 0112**: directive 2008/112/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (JO L 345 du 23.12.2008, p. 68).»
 11. Le tiret suivant est ajouté au point 9 (directive 2004/42/CE du Parlement européen et du Conseil) du chapitre XVII:

«— **32008 L 0112**: directive 2008/112/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (JO L 345 du 23.12.2008, p. 68).»
-

ANNEXE II

de la décision du Comité mixte de l'EEE n° 106/2012

Appendice 5

Mentions de danger et conseils de prudence en islandais

Le texte suivant est ajouté à l'annexe III du règlement (CE) n° 1272/2008:

N°	Islandais
H200	Óstöðugt, sprengifimt efni.
H201	Sprengifimt efni, hættu á alsprengingu.
H202	Sprengifimt efni, mikil hættu á sprengibroti.
H203	Sprengifimt efni, hættu á bruna, höggbylgju eða sprengibrotum.
H204	Hættu á bruna eða sprengibrotum.
H205	Hættu á alsprengingu í bruna.
H220	Afar eldfim lofttegund.
H221	Eldfim lofttegund.
H222	Úðabrusi með afar eldfimum efnun.
H223	Úðabrusi með eldfimum efnun.
H224	Afar eldfimur vökvi og gufa.
H225	Mjög eldfimur vökvi og gufa.
H226	Eldfimur vökvi og gufa.
H228	Eldfimt, fast efni.
H240	Sprengifimt við hitun.
H241	Eldfimt eða sprengifimt við hitun.
H242	Eldfimt við hitun.
H250	Kviknar í sjálfkrafa við snertingu við loft.
H251	Sjálffhitandi, hættu á sjálfsíkviknun.
H252	Sjálffhitandi í miklu efnismagni, hættu á sjálfsíkviknun.
H260	Í snertingu við vatn myndast eldfimar lofttegundir sem er hætt við sjálfsíkviknun.
H261	Eldfimar lofttegundir myndast við snertingu við vatn
H270	Getur valdið eða aukið bruna, eldmyndandi (oxandi).
H271	Getur valdið bruna eða sprengingu, mjög eldmyndandi (oxandi).
H272	Getur aukið bruna, eldmyndandi (oxandi).
H280	Inniheldur lofttegund undir þrýstingi, getur sprungið við hitun.
H281	Inniheldur kælda lofttegund, getur valdið kalsárum.

N°	Ísländais
H290	Getur verið ætandi fyrir málma.
H300	Banvænt við inntöku.
H301	Eitrað við inntöku.
H302	Hættulegt við inntöku.
H304	Getur verið banvænt við inntöku ef það kemst í öndunarveg.
H310	Banvænt í snertingu við húð.
H311	Eitrað í snertingu við húð.
H312	Hættulegt í snertingu við húð.
H314	Veldur alvarlegum bruna á húð og augnskaða.
H315	Veldur húðertingu.
H317	Getur valdið ofnæmisviðbrögðum í húð.
H318	Veldur alvarlegum augnskaða.
H319	Veldur alvarlegri augnertingu.
H330	Banvænt við innöndun.
H331	Eitrað við innöndun.
H332	Hættulegt við innöndun.
H334	Getur valdið ofnæmis- eða asmaeinkennum eða öndunarerfiðleikum við innöndun.
H335	Getur valdið ertingu í öndunarfærum.
H336	Getur valdið sljóleika eða svima.
H340	Getur valdið erfðagöllum (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H341	Grunað um að valda erfðagöllum (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H350	Getur valdið krabbameini (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H351	Grunað um að valda krabbameini (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H360	Getur haft skadleg áhrif á frjósemi eða börn í móðurkviði (tilgreinið sérstök áhrif ef þau eru kunn) (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H361	Grunað um að hafa skadleg áhrif á frjósemi eða börn í móðurkviði (tilgreinið sérstök áhrif ef þau eru kunn) (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H362	Getur skadað börn á brjósti.

N°	Ísländais
H370	Skadur líffæri (eða tilgreinið öll líffæri sem verða fyrir áhrifum, ef þau eru kunn) (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óbyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H371	Getur skadað líffæri (eða tilgreinið öll líffæri sem verða fyrir áhrifum, ef þau eru kunn) (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óbyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H372	Skadur líffæri (tilgreinið öll líffæri sem verða fyrir áhrifum, ef þau eru kunn) við langvinn eða endurtekin váhrif (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óbyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H373	Getur skadað líffæri (tilgreinið öll líffæri sem verða fyrir áhrifum, ef þau eru kunn) við langvinn eða endurtekin váhrif (tilgreinið váhrifaleið ef sannað hefur verið svo óbyggjandi sé að engin önnur váhrifaleið hefur þessa hættu í för með sér).
H400	Mjög eitrað lífi í vatni.
H410	Mjög eitrað lífi í vatni, hefur langvinn áhrif.
H411	Eitrað lífi í vatni, hefur langvinn áhrif.
H412	Skadlegt lífi í vatni, hefur langvinn áhrif.
H413	Getur valdið langvinnnum, skadlegum áhrifum á líf í vatni.
H350i	Getur valdið krabbameini við innöndun.
H360F	Getur haft skadleg áhrif á frjósemi.
H360D	Getur haft skadleg áhrif á börn í móðurkviði.
H361f	Grunað um að hafa skadleg áhrif á frjósemi.
H361d	Grunað um að hafa skadleg áhrif á börn í móðurkviði.
H360FD	Getur haft skadleg áhrif á frjósemi. Getur haft skadleg áhrif á börn í móðurkviði.
H361fd	Grunað um að hafa skadleg áhrif á frjósemi. Grunað um að hafa skadleg áhrif á börn í móðurkviði.
H360Fd	Getur haft skadleg áhrif á frjósemi. Grunað um að hafa skadleg áhrif á börn í móðurkviði.
H360Df	Getur haft skadleg áhrif á börn í móðurkviði. Grunað um að hafa skadleg áhrif á frjósemi.
EUH 001	Sprengifimt sem þurrefni.
EUH 006	Sprengifimt með og án andrúmslofts.
EUH 014	Hvarfast kröftuglega við vatn
EUH 018	Getur myndað eldfimar eða sprengifimar blöndur af efnagufu og andrúmslofti við notkun.
EUH 019	Getur myndað sprengifim efnasambönd (peroxíð).
EUH 044	Sprengifimt við hitun í lokuðu rými.
EUH 029	Myndar eitraða lofttegund í snertingu við vatn.
EUH 031	Myndar eitraða lofttegund í snertingu við síru.

N°	Ísländais
EUH 032	Myndar mjög eitraða lofttegund í snertingu við sýru.
EUH 066	Endurtekin snerting getur valdið þurri eða sprunginni húð.
EUH 070	Eitrað í snertingu við augu.
EUH 071	Ætandi fyrir öndunarfærin.
EUH 059	Hættulegt ósonlaginu.
EUH 201/201A	Inniheldur blý. Notist ekki á yfirborð hluta sem ætla má að börn tyggi eða sjúgi. Varúð! Inniheldur blý.
EUH 202	Sýanóakrylát. Hætta. Límist við húð og augu á nokkrum sekúndum. Geymist þar sem börn ná ekki til.
EUH 203	Inniheldur sexgilt króm. Getur framkallað ofnæmisviðbrögð.
EUH 204	Inniheldur ísósýanöt. Getur framkallað ofnæmisviðbrögð.
EUH 205	Inniheldur epoxýefnisþætti. Getur framkallað ofnæmisviðbrögð.
EUH 206	Varúð! Notist ekki með öðrum vörum. Getur gefið frá sér hættulegar lofttegundir (klór).
EUH 207	Varúð! Inniheldur kadmíum. Hættulegar gufur myndast við notkun. Sjá upplýsingar frá framleiðanda. Farið eftir öryggisleiðbeiningunum.
EUH 208	Inniheldur (heiti næmandi efnis). Getur framkallað ofnæmisviðbrögð.
EUH 209/209A	Getur orðið mjög eldfimt við notkun. Getur orðið eldfimt við notkun
EUH 210	Öryggisblað er fánlegt sé um það beðið.
EUH 401	Fylgið notkunarleiðbeiningum til að varast hættu fyrir heilbrigði manna og umhverfið.

Le texte suivant est ajouté à la partie 2 de l'annexe IV du règlement (CE) n° 1272/2008:

N°	Ísländais
P101	Ef leita þarf læknis skal hafa flát eða merkimiða tiltæk.
P102	Geymist þar sem börn ná ekki til.
P103	Lesið merkimiðann fyrir notkun.
P201	Aflið sérstakra leiðbeininga fyrir notkun.
P202	Nauðsynlegt er að lesa og skilja allar viðvaranir áður en efnið er notað.
P210	Haldið frá hitagjöfum, neistagjöfum, opnum eldi og heitum flötum. — Reykingar bannaðar.
P211	Má ekki úða á opinn eld eða annan íkveikjuvald.
P220	Má ekki nota eða geyma í námunda við fatnað/.../brennanleg efni.
P221	Gætið þess að blanda efninu ekki saman við brennanleg efni/...
P222	Má ekki komast í snertingu við andrúmsloft.
P223	Má alls ekki komast í snertingu við vatn vegna hættu á kröftugu hvarfi og leiftureldi.
P230	Haldið röku með ...
P231	Meðhöndlið undir óhvarfgjarnri lofttegund.

N°	Ísländis
P232	Verjið gegn raka.
P233	Ílát skal vera vel lukt.
P234	Má aðeins geyma í upprunalegu íláti.
P235	Geymist á köldum stað.
P240	Jarðtengið/spennujafnið ílát og viðtökubúnað.
P241	Notið sprengiheld rafföng/loftræstibúnað/lýsingu/...
P242	Notið ekki verkfæri sem mynda neista.
P243	Gerðið varúðarráðstafanir gegn stöðurafmagni
P244	Gætið þess að ekki sé feiti og olía á þrýstingslokum.
P250	Má ekki verða fyrir hnjaski/höggi/.../núningi
P251	Þrýstihylki: Ekki má gata eða brenna hylki jafnvel þótt þau séu tóm.
P260	Andið ekki að ykkur ryki/reyk/lofttegund/úða/gufu/ýringi.
P261	Gætið þess að anda ekki inn ryki/reyk/lofttegund/úða/gufu/ýringi.
P262	Má ekki koma í augu eða á húð eða föt.
P263	Förðist alla snertingu við efnið meðan á meðgöngu og brjóstagið stendur.
P264	Þvoið ... vandlega eftir meðhöndlun.
P270	Neytið ekki matar, drykkjar eða tóbaks við notkun þessarar vöru.
P271	Notið eingöngu utandyra eða í vel loftræstu rými.
P272	Ekki skal farið með vinnuföt af vinnustað hafi þau óhreinkast af efninu.
P273	Förðist losun út í umhverfið.
P280	Notið hlífðarhanska/hlífðarfatnað/augnhlífur/andlitshlífur.
P281	Notið tilskildar persónuhlífur.
P282	Klæðist kuldaeinangrandi hönskum/andlitshlífum/augnhlífum.
P283	Klæðist brunapólnum/eldpólnum/eldtefjandi fatnaði.
P284	Notið öndunarhlífur.
P285	Notið öndunarhlífur ef loftræsting er ófullnægjandi.
P231 + P232	Meðhöndlið undir óhvarfgjarnri lofttegund. Verjið gegn raka.
P235 + P410	Geymist á köldum stað. Hlífið við sólarljósi.

N°	Ísländais
P301	EFTIR INNTÖKU:
P302	BERIST EFNID Á HÚÐ:
P303	BERIST EFNID Á HÚÐ (eða í hár):
P304	EFTIR INNÖNDUN:
P305	BERIST EFNID Í AUGU:
P306	EF EFNID FER Á FÖT:
P307	EF um váhrif er að ræða:
P308	EF um váhrif eða hugsanleg váhrif er að ræða:
P309	EF um váhrif er að ræða eða ef lasleika verður vart:
P310	Hringið umsvifalaust í EITRUNARMÍÐSTÖÐ eða lækni.
P311	Hringið í EITRUNARMÍÐSTÖÐ eða lækni.
P312	Hringið í EITRUNARMÍÐSTÖÐ eða lækni ef lasleika verður vart.
P313	Leitið lækni.
P314	Leitið lækni ef lasleika verður vart.
P315	Leitið umsvifalaust lækni.
P320	Brýnt er að fá sérstaka meðferð (sjá ... á þessum merkimiða).
P321	Sérstök meðferð (sjá ... á þessum merkimiða).
P322	Sérstakar ráðstafanir (sjá ... á þessum merkimiða).
P330	Skolið munninn.
P331	EKKI framkalla uppköst.
P332	Ef efnið ertir húð:
P333	Ef efnið ertir húð eða útbrot koma fram:
P334	Sökkvið í kalt vatn/vefjið með blautu sárabindi.
P335	Dustið lausar agnir af húðinni.
P336	Vermið kalna líkamshluta með volgu vatni. Ekki nudda skaddaða svæðið.
P337	Ef augnerting er viðvarandi:
P338	Fjarlægið snertilinsur ef það er auðvelt. Skolið áfram.
P340	Flytjið viðkomandi í ferskt loft og látið hann hvílast í stellingu sem léttir öndun.
P341	Ef viðkomandi á erfitt með öndun skal flytja hann í ferskt loft og láta hann hvílast í stellingu sem léttir öndun.
P342	Ef vart verður einkenna frá öndunarvegi:

N°	Ísländais
P350	Þvoíð varlega með mikilli sápu og vatni.
P351	Þvoíð varlega með mikilli sápu og vatni.
P352	Þvoíð með mikilli sápu og vatni.
P353	Skolið húðina með vatni/Farið í sturtu.
P360	Föt og húð, sem óhreinkast af efninu, skal skola strax með miklu vatni áður en farið er úr fötunum.
P361	Farið strax úr fötum sem óhreinkast af efninu.
P362	Farið úr fötum, sem óhreinkast af efninu, og þvoíð fyrir næstu notkun.
P363	Þvoíð föt, sem óhreinkast af efninu, fyrir næstu notkun.
P370	Ef eldur kemur upp:
P371	Þegar um mikinn eld og mikið efnismagn er að ræða:
P372	Sprengihætta ef eldur kemur upp.
P373	EKKI reyna að slökkva eld ef hann kemst að sprengifimum efnun.
P374	Beitið eðlilegum varúðarráðstöfunum við slökkvistörf og verið í hæfilegri fjarlægð frá eldinum.
P375	Verið í fjarlægð frá eldinum við slökkvistörf vegna sprengihættu.
P376	Stöðvið leka ef það er óhætt.
P377	Eldur í lekandi gasi: Reynið ekki að slökkva eldinn nema hægt sé að stöðva lekann á öruggan máta.
P378	Notið ... til að slökkva eldinn.
P380	Rýmið svæðið.
P381	Fjarlægið alla íkveikjuvalda ef það er óhætt.
P390	Sogið upp allt sem hellist niður til að afstýra eignatjóni.
P391	Safnið upp því sem hellist niður.
P301 + P310	EFTIR INNTÖKU: Hringið umsvifalaust í EITRUNARMÍÐSTÖÐ eða lækni.
P301 + P312	EFTIR INNTÖKU: Hringið í EITRUNARMÍÐSTÖÐ eða lækni ef lasleika verður vart.
P301 + P330 + P331	EFTIR INNTÖKU: Skolið munninn. EKKI framkalla uppköst.
P302 + P334	BERIST EFNID Á HÚÐ: Sökkvið í kalt vatn/vefjið með blautu sárabindi.
P302 + P350	BERIST EFNID Á HÚÐ: Þvoíð varlega með mikilli sápu og vatni.
P302 + P352	BERIST EFNID Á HÚÐ: Þvoíð með mikilli sápu og vatni
P303 + P361 + P353	BERIST EFNID Á HÚÐ (eða í hár): Farið strax úr fötum sem óhreinkast af efninu. Skolið húðina með vatni/Farið í sturtu.
P304 + P340	EFTIR INNÖNDUN: Flytjið viðkomandi í ferskt loft og látið hann hvílast í stellingu sem léttir öndun.

N°	Ísländais
P304 + P341	EFTIR INNÖNDUN: Ef viðkomandi á erfitt með öndun skal flytja hann í ferskt loft og láta hann hvílast í stellingu sem léttir öndun.
P305 + P351 + P338	BERIST EFNID Í AUGU: Skolið varlega með vatni í nokkrar mínútur. Fjarlægð snertilinsur ef það er auðvelt. Skolið áfram.
P306 + P360	EF EFNID FER Á FÖT: Föt og húð, sem óhreinkast af efninu, skal skola strax með miklu vatni áður en farið er úr fötunum.
P307 + P311	EFum váhrif er að ræða: Hringið í EITRUNARMIDSTÖÐ eða lækni.
P308 + P313	EF um váhrif eða hugsanleg váhrif er að ræða: Leitið lækni.
P309 + P311	EF um váhrif er að ræða eða ef lasleika verður vart: Hringið í EITRUNARMIDSTÖÐ eða lækni.
P332 + P313	Ef efnið ertir húð: Leitið lækni.
P333 + P313	Ef efnið ertir húð eða útbrot koma fram: Leitið lækni.
P335 + P334	Dustið lausar agnir af húðinni. Sökkvið í kalt vatn/vefjið með blautu sárabindi.
P337 + P313	Ef augnerting er viðvarandi: Leitið lækni.
P342 + P311	Ef vart verður einkenna frá öndunarvegi: Hringið í EITRUNARMIDSTÖÐ eða lækni.
P370 + P376	Ef eldur kemur upp: Stöðvið leka ef það er óhætt.
P370 + P378	Ef eldur kemur upp: Notið ... til að slökkva eldinn.
P370 + P380	Ef eldur kemur upp: Rýmið svæðið.
P370 + P380 + P375	Ef eldur kemur upp: Rýmið svæðið. Verið í fjarlægð frá eldinum við slökkvistörf vegna sprengihættu.
P371 + P380 + P375	Þegar um mikinn eld og mikið efnismagn er að ræða: Rýmið svæðið. Verið í fjarlægð frá eldinum við slökkvistörf vegna sprengihættu.
P401	Geymist ...
P402	Geymist á þurrum stað.
P403	Geymist á vel loftræstum stað.
P404	Geymist í lokuðu íláti.
P405	Geymist á læstum stað.
P406	Geymist í tæringarþolnu/... íláti með tæringarþolnu innra lagi.
P407	Hafið loftbil á milli stafla/vörubretta.
P410	Hlífið við sólarljósi.
P411	Geymist við hitastig sem er ekki hærra en ... °C/... °F.
P412	Setjið ekki í hærri hita en 50 °C/122 °F.
P413	Ef búlkavara vegur meira en ... kg/... pund skal ekki geyma hana í hærri hita en ... °C/... °F.
P420	Má ekki geyma hjá öðru efni.

N°	Ísländais
P422	Geymið innihald undir ...
P402 + P404	Geymist á þurrum stað. Geymist í lokuðu íláti.
P403 + P233	Geymist á vel loftræstum stað. Ílát vera vel lukt.
P403 + P235	Geymist á vel-loftræstum stað. Geymist á köldum stað.
P410 + P403	Hlífið við sólarljósi. Geymist á vel loftræstum stað.
P410 + P412	Hlífið við sólarljósi. Hlífið við hærri hita en 50 °C/122 °F.
P411 + P235	Geymist á köldum stað við hitastig sem er ekki hærra en ... °C/... °F.
P501	Fargið innihaldi/íláti hjá ...

ANNEXE III

de la décision du Comité mixte de l'EEE n° 106/2012

Appendice 6

Mentions de danger et conseils de prudence en norvégien

Le texte suivant est ajouté à l'annexe III du règlement (CE) n° 1272/2008:

N°	Norvégien
H200	Ustabile eksplosive varer.
H201	Eksplosjonsfarlig; fare for masseeksplosjon.
H202	Eksplosjonsfarlig; stor fare for utkast av fragmenter.
H203	Eksplosjonsfarlig; fare for brann, trykkbølge eller utkast av fragmenter.
H204	Fare for brann eller utkast av fragmenter.
H205	Fare for masseeksplosjon ved brann.
H220	Ekstremt brannfarlig gass.
H221	Brannfarlig gass.
H222	Ekstremt brannfarlig aerosol.
H223	Brannfarlig aerosol.
H224	Ekstremt brannfarlig væske og damp.
H225	Meget brannfarlig væske og damp.
H226	Brannfarlig væske og damp.
H228	Brannfarlig fast stoff.
H240	Eksplosjonsfarlig ved oppvarming.
H241	Brann- eller eksplosjonsfarlig ved oppvarming.
H242	Brannfarlig ved oppvarming.
H250	Selvantenner ved kontakt med luft.
H251	Selvopphetende; kan selvantenne.
H252	Selvopphetende i store mengder; kan selvantenne.
H260	Ved kontakt med vann utvikles brannfarlige gasser som kan selvantenne.
H261	Ved kontakt med vann utvikles brannfarlige gasser.
H270	Kan forårsake eller forsterke brann; oksiderende.
H271	Kan forårsake brann eller eksplosjon; sterkt oksiderende.
H272	Kan forsterke brann; oksiderende.
H280	Inneholder gass under trykk; kan eksplodere ved oppvarming.
H281	Inneholder nedkjølt gass; kan forårsake alvorlige forfrysninger.
H290	Kan være etsende for metaller.
H300	Dødelig ved svelging.

N°	Norvégien
H301	Giftig ved svelging.
H302	Farlig ved svelging.
H304	Kan være dødelig ved svelging om det kommer ned i luftveiene.
H310	Dødelig ved hudkontakt.
H311	Giftig ved hudkontakt.
H312	Farlig ved hudkontakt.
H314	Gir alvorlige etseskader på hud og øyne.
H315	Irriterer huden.
H317	Kan utløse en allergisk hudreaksjon.
H318	Gir alvorlig øyeskade.
H319	Gir alvorlig øyeirritasjon.
H330	Dødelig ved innånding.
H331	Giftig ved innånding.
H332	Farlig ved innånding.
H334	Kan gi allergi eller astmasymptomer eller pustevansker ved innånding.
H335	Kan forårsake irritasjon av luftveiene.
H336	Kan forårsake døsighet eller svimmelhet.
H340	Kan gi genetiske skader <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H341	Mistenkes å kunne gi genetiske skader <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H350	Kan forårsake kreft <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H351	Mistenkes for å kunne forårsake kreft <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H360	Kan skade forplantningsevnen eller gi fosterskader <Angi særlige virkninger dersom disse er kjent.> <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H361	Mistenkes for å kunne skade forplantningsevnen eller gi fosterskader <Angi særlige virkninger dersom disse er kjent.> <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H362	Kan skade barn som ammes.
H370	Forårsaker organskader <eller angi alle organer som påvirkes dersom disse er kjent.> <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.

N°	Norvégien
H371	Kan forårsake organskader <eller angi alle organer som påvirkes dersom disse er kjent.> <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er fastlått at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H372	Forårsaker organskader <eller angi alle organer som påvirkes dersom disse er kjent.> ved langvarig eller gjentatt eksponering <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H373	Kan forårsake organskader <eller angi alle organer som påvirkes dersom disse er kjent.> ved langvarig eller gjentatt eksponering <Angi opptaksvei dersom det med sikkerhet er at ingen andre opptaksveier er årsak til faren>.
H400	Meget giftig for liv i vann.
H410	Meget giftig, med langtidsvirkning, for liv i vann.
H411	Giftig, med langtidsvirkning, for liv i vann.
H412	Skadelig, med langtidsvirkning, for liv i vann.
H413	Kan forårsake skadelige langtidsvirkninger for liv i vann.
H350i	Kan forårsake kreft ved innånding.
H360F	Kan skade forplantningsevnen.
H360D	Kan gi fosterskader.
H361f	Mistenkes for å kunne skade forplantningsevnen.
H361d	Mistenkes for å kunne gi fosterskader.
H360FD	Kan skade forplantningsevnen. Kan gi fosterskader.
H361fd	Mistenkes for å kunne skade forplantningsevnen. Mistenkes for å kunne gi fosterskader.
H360Fd	Kan skade forplantningsevnen. Mistenkes for å kunne gi fosterskader.
H360Df	Kan gi fosterskader. Mistenkes for å kunne skade forplantningsevnen.
EUH 001	Eksplisjonsfarlig i tørr tilstand.
EUH 006	Eksplisjonsfarlig ved og uten kontakt med luft.
EUH 014	Reagerer voldsomt med vann.
EUH 018	Ved bruk kan brennbar damp/eksplisive damp-luft-blandinger dannes.
EUH 019	Kan danne eksplisive peroksider.
EUH 044	Eksplisjonsfarlig ved oppvarming i lukket rom.
EUH 029	Ved kontakt med vann utvikles giftig gass.

N°	Norvégien
EUH 031	Ved kontakt med syrer utvikles giftig gass.
EUH 032	Ved kontakt med syrer utvikles meget giftig gass.
EUH 066	Gjentatt eksponering kan gi tørr eller sprukket hud.
EUH 070	Giftig ved øyekontakt.
EUH 071	Etsende for luftveiene.
EUH 059	Farlig for ozonlaget.
EUH 201/201A	Inneholder bly. Må ikke brukes på gjenstander som barn vil kunne tygge eller suge på. Advarsel! Inneholder bly.
EUH 202	Cyanoakrylat. Fare. Klistrer sammen hud og øyne på sekunder. Oppbevares utilgjengelig for barn.
EUH 203	Inneholder krom (VI). Kan gi en allergisk reaksjon.
EUH 204	Inneholder isocyanater. Kan gi en allergisk reaksjon.
EUH 205	Inneholder epoksyforbindelser. Kan gi en allergisk reaksjon.
EUH 206	Advarsel! Må ikke brukes sammen med andre produkter. Kan frigjøre farlige gasser (klor).
EUH 207	Advarsel! inneholder kadmium. Det utvikles farlige gasser under bruk. Se informasjon fra produsenten. Følg sikkerhetsinstruksjonene.
EUH 208	Inneholder <navn på sensibiliserende stoff>. Kan gi en allergisk reaksjon.
EUH 209/209A	Kan bli meget brannfarlig ved bruk. Kan bli brannfarlig ved bruk.
EUH 210	Sikkerhetsdatablad er tilgjengelig på anmodning.
EUH 401	Bruksanvisningen må følges, slik at man unngår risiko for menneskers helse og miljøet.

Le texte suivant est ajouté à la partie 2 de l'annexe IV du règlement (CE) n° 1272/2008:

N°	Norvégien
P101	Dersom det er nødvendig med legehjelp, ha produktets beholder eller etikett for hånden.
P102	Oppbevares utilgjengelig for barn.
P103	Les etiketten før bruk.
P201	Innhent særskilt instruks før bruk.
P202	Skal ikke håndteres før alle advarsler er lest og oppfattet.
P210	Holdes vekk fra varme/gnister/åpen flamme/varme overflater. — Røyking forbudt.
P211	Ikke spray mot åpen flamme eller annen tennkilde.
P220	Må ikke brukes/oppbevares i nærheten av tøy/.../brennbare materialer.
P221	Må ikke blandes med brennbare stoffer.
P222	Unngå kontakt med luft.
P223	Unngå all kontakt med vann, på grunn av fare for voldsom reaksjon og eksplosjonsaktig brann.

N°	Norvégien
P230	Holdes fuktet med ...
P231	Håndteres under inertgass.
P232	Beskyttes mot fuktighet.
P233	Hold beholderen tett lukket.
P234	Oppbevares bare i originalbeholder.
P235	Oppbevares kjølig.
P240	Beholder og mottaksutstyr jordes/potensialutlignes.
P241	Bruk elektrisk materiell/ventilasjonsmateriell/belysningsmateriell som er eksplosjonssikkert.
P242	Bruk bare verktøy som ikke avgir gnister.
P243	Treff tiltak mot statisk elektrisitet.
P244	Reduksjonsventiler skal holdes fri for fett og olje.
P250	Må ikke utsettes for sliping/støt/.../friksjon.
P251	Beholder under trykk: Må ikke punkteres eller brennes, selv ikke etter bruk.
P260	Ikke innånd støv/røyk/gass/tåke/damp/aerosoler.
P261	Unngå innånding av støv/røyk/gass/tåke/damp/aerosoler.
P262	Må ikke komme i kontakt med øyne, huden eller klær.
P263	Unngå kontakt under graviditet/amming.
P264	Vask ... grundig etter bruk.
P270	Ikke spis, drikk eller røyk ved bruk av produktet.
P271	Brukes bare utendørs eller i et godt ventilert område.
P272	Tilsølte arbeidsklær må ikke fjernes fra arbeidsplassen.
P273	Unngå utslipp til miljøet.
P280	Benytt vernehansker/verneklær/vernebriller/ansiktsskjerm.
P281	Bruk påkrevd personlig verneutstyr.
P282	Bruk kuldeisolerende hansker/visir/øyevern.
P283	Benytt brannbestandige/flammehemmende klær.
P284	Bruk åndedrettsvern.
P285	Ved utilstrekkelig ventilasjon skal åndedrettsvern benyttes.

N°	Norvégien
P231 + P232	Håndteres under inertgass. Beskyttes mot fuktighet.
P235 + P410	Oppbevares kjølig. Beskyttes mot sollys.
P301	VED SVELGING:
P302	VED HUDKONTAKT:
P303	VED HUDKONTAKT (eller håret):
P304	VED INNÅNDING:
P305	VED KONTAKT MED ØYNENE
P306	VED KONTAKT MED KLÆR:
P307	Ved eksponering:
P308	Ved eksponering eller mistanke om eksponering:
P309	Ved eksponering eller ubehag:
P310	Kontakt umiddelbart et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege.
P311	Kontakt et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege.
P312	Kontakt et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege ved ubehag.
P313	Søk legehjelp.
P314	Søk legehjelp ved ubehag.
P315	Søk legehjelp umiddelbart.
P320	Særlig behandling kreves umiddelbart (se ... på etiketten).
P321	Særlig behandling (se ... på etiketten).
P322	Særlige tiltak (se ... på etiketten).
P330	Skyll munnen.
P331	IKKE framkall brekning.
P332	Ved hudirritasjon:
P333	Ved hudirritasjon eller utslett:
P334	Skyll i kaldt vann/anvend våt kompress.
P335	Børst bort løse partikler fra huden.
P336	Varm opp frostskaadede legemsdeler med lunkent vann. Ikke gni på det skadede området.
P337	Ved vedvarende øyeirritasjon:
P338	Fjern eventuelle kontaktlinser dersom dette enkelt lar seg gjøre. Fortsett skyllingen.

N°	Norvégien
P340	Flytt personen til frisk luft og sørg for at vedkommende hviler i en stilling som letter åndedrettet.
P341	Ved pustevansker, flytt personen til frisk luft og sørg for at vedkommende hviler i en stilling som letter åndedrettet.
P342	Ved symptomer i luftveiene:
P350	Vask forsiktig med mye såpe og vann.
P351	Skyll forsiktig med vann i flere minutter.
P352	Vask med mye såpe og vann.
P353	Skyll/dusj huden med vann.
P360	Skyll umiddelbart tilsølte klær og hud med mye vann før klærne fjernes.
P361	Tilsølte klær må fjernes straks.
P362	Tilsølte klær må fjernes og vaskes før de brukes på nytt.
P363	Tilsølte klær må vaskes før de brukes på nytt.
P370	Ved brann:
P371	Ved større brann og store mengder:
P372	Eksplisjonsfare ved brann.
P373	IKKE bekjemp brannen når den når eksplosive varer.
P374	Bekjemp brannen med normal forsiktighet på behørig avstand.
P375	Bekjemp brannen på avstand på grunn av eksplosjonsfare.
P376	Stopp lekkasje dersom dette kan gjøres på en sikker måte.
P377	Brann ved gasslekkasje: Ikke slukk med mindre lekkasjen kan stanses på en sikker måte.
P378	Slukk med:....
P380	Evakuer området.
P381	Fjern alle tennkilder dersom dette kan gjøres på en sikker måte.
P390	Absorber spill for å hindre materiell skade.
P391	Samle opp spill.
P301 + P310	VED SVELGING: Kontakt umiddelbart et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege.
P301 + P312	VED SVELGING: Kontakt et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege ved ubehag.

N°	Norvégien
P301 + P330 + P331	VED SVELGING: Skyll munnen. IKKE framkall brekning.
P302 + P334	VED HUDKONTAKT: Skyll i kaldt vann/anvend våt kompress.
P302 + P350	VED HUDKONTAKT: Vask forsiktig med mye såpe og vann.
P302 + P352	VED HUDKONTAKT: Vask med mye såpe og vann.
P303 + P361 + P353	VED HUDKONTAKT (eller håret): Tilsølte klær må fjernes straks. Skyll/dusj huden med vann.
P304 + P340	VED INNÅNDING: Flytt personen til frisk luft og sørg for at vedkommende hviler i en stilling som letter åndedrettet.
P304 + P341	VED INNÅNDING: Ved pustevansker, flytt personen til frisk luft og sørg for at vedkommende hviler i en stilling som letter åndedrettet.
P305 + P351 + P338	VED KONTAKT MED ØYNENE: Skyll forsiktig med vann i flere minutter. Fjern eventuelle kontaktlinser dersom dette enkelt lar seg gjøre. Fortsett skyllingen.
P306 + P360	VED KONTAKT MED KLÆR: Skyll umiddelbart tilsølte klær og hud med mye vann før klærne fjernes.
P307 + P311	Ved eksponering: Kontakt et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege.
P308 + P313	Ved eksponering eller mistanke om eksponering: Søk legehjelp.
P309 + P311	Ved eksponering eller ubehag: Kontakt et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege.
P332 + P313	Ved hudirritasjon: Søk legehjelp.
P333 + P313	Ved hudirritasjon eller utslett: Søk legehjelp.
P335 + P334	Børst bort løse partikler fra huden. Skyll i kaldt vann/anvend våt kompress.
P337 + P313	Ved vedvarende øyeirritasjon: Søk legehjelp.
P342 + P311	Ved symptomer i luftveiene: Kontakt et GIFTINFORMASJONSSENTER eller lege.
P370 + P376	Ved brann: Stopp lekkasje dersom dette kan gjøres på en sikker måte.
P370 + P378	Ved brann: Slukk med ...
P370 + P380	Ved brann: Evakuer området.
P370 + P380 + P375	Ved brann: Evakuer området. Bekjemp brannen på avstand på grunn av eksplosjonsfare.
P371 + P380 + P375	Ved større brann og store mengder: Evakuer området. Bekjemp brannen på avstand på grunn av eksplosjonsfare.

N°	Norvégien
P401	Oppbevares ...
P402	Oppbevares tørt.
P403	Oppbevares på et godt ventilert sted.
P404	Oppbevares i lukket beholder.
P405	Oppbevares innelåst.
P406	Oppbevares i korrosjonsbestandig/... beholder med korrosjonsbestandig indre belegg.
P407	Se til at det er luft mellom stabler/paller.
P410	Beskyttes mot sollys.
P411	Oppbevares ved en temperatur som ikke er høyere enn ... °C/... °F.
P412	Må ikke utsettes for temperaturer høyere enn 50 °C/122 °F.
P413	Bulkmengder på over ... kg/... lbs oppbevares ved en temperatur som ikke er høyere enn ... °C/... °F.
P420	Må oppbevares adskilt fra andre materialer.
P422	Oppbevar innholdet under ...
P402 + P404	Oppbevares tørt. Oppbevares i lukket beholder.
P403 + P233	Oppbevares på et godt ventilert sted. Hold beholderen tett lukket.
P403 + P235	Oppbevares på et godt ventilert sted. Oppbevares kjølig.
P410 + P403	Beskyttes mot sollys. Oppbevares på et godt ventilert sted.
P410 + P412	Beskyttes mot sollys. Må ikke utsettes for temperaturer høyere enn 50 °C/122 °F.
P411 + P235	Oppbevares ved en temperatur som ikke er høyere enn ... °C/... °F. Oppbevares kjølig.
P501	Innhold/beholder leveres til ...

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 107/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe II (Réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe II de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 88/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement (CE) n° 790/2009 de la Commission du 10 août 2009 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord.
- (3) Le règlement (UE) n° 252/2011 de la Commission du 15 mars 2011 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe I ⁽³⁾, doit être intégré dans l'accord.
- (4) Le règlement (UE) n° 286/2011 de la Commission du 10 mars 2011 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ⁽⁴⁾, rectifié au JO L 138 du 26.5.2011, p. 66, doit être intégré dans l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le chapitre XV de l'annexe II de l'accord est modifié comme suit:

- 1) le tiret suivant est ajouté au point 12zc [règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil]:

«— **32011 R 0252**: règlement (UE) n° 252/2011 de la Commission du 15 mars 2011 (JO L 69 du 16.3.2011, p. 3).»

- 2) la mention suivante est ajoutée au point 12zze [règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil]:

«, modifié par:

— **32009 R 0790**: règlement (CE) n° 790/2009 de la Commission du 10 août 2009 (JO L 235 du 5.9.2009, p. 1),

— **32011 R 0286**: règlement (UE) n° 286/2011 de la Commission du 10 mars 2011 (JO L 83 du 30.3.2011, p. 1), rectifié au JO L 138 du 26.5.2011, p. 66.»

Article 2

Les textes des règlements (CE) n° 790/2009, (UE) n° 252/2011 et du règlement (UE) n° 286/2011, rectifié au JO L 138 du 26.5.2011, p. 66, en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE ^(*), ou le jour de l'entrée en vigueur de la décision du Comité mixte de l'EEE n° 106/2012 du 15 juin 2012 ⁽⁵⁾, la date la plus tardive étant retenue.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 25.

⁽²⁾ JO L 235 du 5.9.2009, p. 1.

⁽³⁾ JO L 69 du 16.3.2011, p. 3.

⁽⁴⁾ JO L 83 du 30.3.2011, p. 1.

^(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

⁽⁵⁾ Voir page 6 du présent Journal officiel.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 108/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XI (Communications électroniques, services audiovisuels et société de l'information) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

«— **32010 D 0368**: décision 2010/368/UE de la Commission du 30 juin 2010 (JO L 166 du 1.7.2010, p. 33).»

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

Article 2

Les textes de la décision 2010/368/UE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

considérant ce qui suit:

Article 3

(1) L'annexe XI de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 94/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE ^(*).

(2) La décision 2010/368/UE de la Commission du 30 juin 2010 modifiant la décision 2006/771/CE relative à l'harmonisation du spectre radioélectrique en vue de l'utilisation de dispositifs à courte portée ⁽²⁾ doit être intégrée dans l'accord,

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Article premier

Le tiret suivant est ajouté au point 5cz (décision 2006/771/CE de la Commission) de l'annexe XI de l'accord:

*Par le Comité mixte de l'EEE**Le président faisant fonction*

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 32.

⁽²⁾ JO L 166 du 1.7.2010, p. 33.

^(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 109/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XI (Communications électroniques, services audiovisuels et société de l'information), l'annexe XIX (Protection des consommateurs) et le protocole 37 de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment ses articles 98 et 101,

Article premier

Le libellé du point 5p (directive 89/552/CEE du Conseil) de l'annexe XI de l'accord est remplacé par le libellé suivant:

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XI de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 94/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) L'annexe XIX de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 68/2012 du 30 mars 2012 ⁽²⁾.
- (3) Le protocole 37 de l'accord a été modifié par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 61/2012 du 30 mars 2012 ⁽³⁾.
- (4) La directive 2007/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2007 modifiant la directive 89/552/CEE du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle ⁽⁴⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (5) La directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive «Services de médias audiovisuels») ⁽⁵⁾, rectifiée au JO L 263 du 6.10.2010, p. 15, doit être intégrée dans l'accord.
- (6) Pour permettre le bon fonctionnement de l'accord, il y a lieu d'en modifier le protocole 37 pour y inclure le comité de contact sur les services de médias audiovisuels établi en application de la directive 2010/13/UE et l'annexe XI de façon à préciser les modalités d'association à ce comité.
- (7) La directive 2010/13/UE abroge la directive 89/552/CEE du Conseil ⁽⁶⁾, qui est intégrée dans l'accord et doit dès lors en être supprimée,

«**32010 L 0013**: directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive “Services de médias audiovisuels”) (JO L 95 du 15.4.2010, p. 1), rectifiée au JO L 263 du 6.10.2010, p. 15.

Aux fins du présent accord, les dispositions de la directive sont adaptées comme suit:

- a) à l'article 1^{er}, paragraphe 1, point n) iii), les termes “ou un État de l'AELE” sont ajoutés après le terme “Union”;
- b) l'alinéa suivant est ajouté à l'article 1^{er}, paragraphe 1, point n) iii):

“Si une partie contractante envisage de conclure un accord concernant le secteur audiovisuel, elle en informe le Comité mixte de l'EEE. Des consultations concernant le contenu de tels accords peuvent être engagées à la demande d'une des parties contractantes.”

- c) à l'article 2, paragraphe 5, le texte “au sens des articles 49 à 55 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne” est remplacé par “au sens des articles 31 à 35 de l'accord sur l'Espace économique européen”.

Modalités pour l'association du Liechtenstein, de l'Islande et de la Norvège conformément à l'article 101 du présent accord:

Chaque État de l'AELE peut désigner un représentant de son autorité compétente qui participera aux réunions du comité de contact sur les services de médias audiovisuels institué par l'article 29 de la directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil.

La Commission européenne informe les participants en temps opportun de la date des réunions du comité de contact et leur transmet les informations utiles.»

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 32.

⁽²⁾ JO L 207 du 2.8.2012, p. 48.

⁽³⁾ JO L 207 du 2.8.2012, p. 41.

⁽⁴⁾ JO L 332 du 18.12.2007, p. 27.

⁽⁵⁾ JO L 95 du 15.4.2010, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 298 du 17.10.1989, p. 23.

Article 2

Le tiret suivant est ajouté au point 7f [règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil] de l'annexe XIX de l'accord:

«— **32007 L 0065**: directive 2007/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2007 (JO L 332 du 18.12.2007, p. 27).»

Article 3

Le protocole 37 (comportant la liste prévue à l'article 101) de l'accord est modifié comme suit:

1) le libellé du point 12 [Comité de contact sur les activités de radiodiffusion télévisuelle (directive 89/552/CEE du Conseil)] est supprimé;

2) le point suivant est ajouté:

«35. Comité de contact sur les services de médias audiovisuels (directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil).»

Article 4

Les textes des directives 2007/65/CE et 2010/13/UE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 5

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 6

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

(*) Obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 110/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XIII de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 95/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) La directive 2011/94/UE de la Commission du 28 novembre 2011 modifiant la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil relative au permis de conduire ⁽²⁾ doit être intégrée dans l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le point 24f (directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil) de l'annexe XIII de l'accord est modifié comme suit:

1) Le tiret suivant est ajouté:

«— **32011 L 0094**: directive 2011/94/UE de la Commission du 28 novembre 2011 (JO L 314 du 29.11.2011, p. 31).»

2) Le texte de l'adaptation e) est remplacé par le texte suivant:

«Au point 3 e) de l'annexe I, concernant la page 1 du permis, les termes “modèle de l'Union européenne” sont remplacés par “modèle de l'EEE”.»

Article 2

Les textes de la directive 2011/94/UE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 33.

⁽²⁾ JO L 314 du 29.11.2011, p. 31.

^(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE
N° 111/2012
du 15 juin 2012
modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XIII de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 95/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) La décision 2011/314/UE de la Commission du 12 mai 2011 concernant la spécification technique d'interopérabilité relative au sous-système «Exploitation et gestion du trafic» du système ferroviaire transeuropéen conventionnel ⁽²⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (3) La décision 2011/314/UE abroge, avec effet au 1^{er} janvier 2012, la décision 2006/920/CE de la Commission ⁽³⁾, qui est intégrée dans l'accord et doit dès lors en être supprimée,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le texte du point 37k (décision 2006/920/CE de la Commission) de l'annexe XIII est remplacé par le texte suivant:

«**32011 D 0314**: décision 2011/314/UE de la Commission du 12 mai 2011 concernant la spécification technique d'interopérabilité relative au sous-système «Exploitation et gestion du trafic» du système ferroviaire transeuropéen conventionnel (JO L 144 du 31.5.2011, p. 1).»

Article 2

Les textes de la décision 2011/314/UE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 33.

⁽²⁾ JO L 144 du 31.5.2011, p. 1.

⁽³⁾ JO L 359 du 18.12.2006, p. 1.

^(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 112/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XIII de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 95/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) La décision 2010/361/UE de la Commission du 28 juin 2010 relative à la reconnaissance d'Israël en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude ⁽²⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (3) La décision 2010/363/UE de la Commission du 28 juin 2010 relative à la reconnaissance de l'Algérie en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude ⁽³⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (4) La décision 2010/704/UE de la Commission du 22 novembre 2010 relative à la reconnaissance du Sri Lanka en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude ⁽⁴⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (5) La décision 2010/705/UE de la Commission du 22 novembre 2010 relative à la révocation de la reconnaissance de la Géorgie en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude ⁽⁵⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (6) La décision 2011/259/UE de la Commission du 27 avril 2011 relative à la reconnaissance de la Tunisie en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude ⁽⁶⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (7) La liste des brevets appropriés reconnus selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 3, de la directive 2001/25/CE du Parlement européen et du Conseil

concernant le niveau minimal de formation des gens de mer (situation au 22 mai 2002) (2002/C 155/03) ⁽⁷⁾ doit être intégrée dans l'accord.

- (8) La liste des brevets appropriés reconnus selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 3, de la directive 2001/25/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer (situation au 17 février 2003) (2003/C 268/04) ⁽⁸⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (9) La liste des brevets appropriés reconnus selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 3, de la directive 2001/25/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer (situation au 31 décembre 2004) (2005/C 85/04) ⁽⁹⁾ doit être intégrée dans l'accord.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les points suivants sont insérés après le point 56j (directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil) de l'annexe XIII de l'accord:

- «56ja. **52002XC0629(02)**: liste des brevets appropriés reconnus selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 3, de la directive 2001/25/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le niveau minimal de formation des gens de mer (situation au 22 mai 2002) (2002/C 155/03) (JO C 155 du 29.6.2002, p. 11).
- 56jb. **52003XC1107(01)**: liste des brevets appropriés reconnus selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 3, de la directive 2001/25/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer (situation au 17 février 2003) (2003/C 268/04) (JO C 268 du 7.11.2003, p. 7).
- 56jc. **52005XC0407(01)**: liste des brevets appropriés reconnus selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 3, de la directive 2001/25/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer (situation au 31 décembre 2004) (2005/C 85/04) (JO C 85 du 7.4.2005, p. 8).
- 56jd. **32010 D 0361**: décision 2010/361/UE de la Commission du 28 juin 2010 relative à la reconnaissance d'Israël en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude (JO L 161 du 29.6.2010, p. 9).

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 33.

⁽²⁾ JO L 161 du 29.6.2010, p. 9.

⁽³⁾ JO L 163 du 30.6.2010, p. 42.

⁽⁴⁾ JO L 306 du 23.11.2010, p. 77.

⁽⁵⁾ JO L 306 du 23.11.2010, p. 78.

⁽⁶⁾ JO L 110 du 29.4.2011, p. 34.

⁽⁷⁾ JO C 155 du 29.6.2002, p. 11.

⁽⁸⁾ JO C 268 du 7.11.2003, p. 7.

⁽⁹⁾ JO C 85 du 7.4.2005, p. 8.

56je. **32010 D 0363:** décision 2010/363/UE de la Commission du 28 juin 2010 relative à la reconnaissance de l'Algérie en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude (JO L 163 du 30.6.2010, p. 42).

56jf. **32010 D 0704:** décision 2010/704/UE de la Commission du 22 novembre 2010 relative à la reconnaissance du Sri Lanka en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude (JO L 306 du 23.11.2010, p. 77).

56jg. **32010 D 0705:** décision 2010/705/UE de la Commission du 22 novembre 2010 relative à la révocation de la reconnaissance de la Géorgie en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude (JO L 306 du 23.11.2010, p. 78).

56jh. **32011 D 0259:** décision 2011/259/UE de la Commission du 27 avril 2011 relative à la reconnaissance de la Tunisie en matière d'enseignement, de formation et de délivrance des brevets aux gens de mer pour la reconnaissance des brevets d'aptitude (JO L 110 du 29.4.2011, p. 34).»

Article 2

Les textes des décisions 2010/361/UE, 2010/363/UE, 2010/704/UE, 2010/705/UE et 2011/259/UE, ainsi que des listes 2002/C 155/03, 2003/C 268/04 et 2005/C 85/04 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE
Le président faisant fonction
Gianluca GRIPPA

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 113/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XIII de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 95/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) La décision 2011/385/UE de la Commission du 28 juin 2011 relative à la reconnaissance de l'Équateur en ce qui concerne les systèmes de formation des gens de mer et de délivrance de leurs brevets, conformément à la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (3) La décision d'exécution 2011/517/UE de la Commission du 25 août 2011 relative à la reconnaissance de l'Azerbaïdjan en ce qui concerne les systèmes de formation des gens de mer et de délivrance de leurs brevets conformément à la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾ doit être intégrée dans l'accord.
- (4) La décision d'exécution 2011/520/UE de la Commission du 31 août 2011 relative à la reconnaissance du Maroc en ce qui concerne les systèmes de formation des gens de mer et de délivrance de leurs brevets conformément à la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁾ doit être intégrée dans l'accord.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les points suivants sont insérés après le point 56jh (décision 2011/259/UE de la Commission) de l'annexe XIII de l'accord:

«56ji. **32011 D 0385**: décision 2011/385/UE de la Commission du 28 juin 2011 relative à la reconnaissance de l'Équateur en ce qui concerne les systèmes de formation des gens de mer et de délivrance de leurs

brevets, conformément à la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 170 du 30.6.2011, p. 38).

56jj. **32011 D 0517**: décision d'exécution 2011/517/UE de la Commission du 25 août 2011 relative à la reconnaissance de l'Azerbaïdjan en ce qui concerne les systèmes de formation des gens de mer et de délivrance de leurs brevets conformément à la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 220 du 26.8.2011, p. 22).

56jk. **32011 D 0520**: décision d'exécution 2011/520/UE de la Commission du 31 août 2011 relative à la reconnaissance du Maroc en ce qui concerne les systèmes de formation des gens de mer et de délivrance de leurs brevets conformément à la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 226 du 1.9.2011, p. 10).»

Article 2

Les textes de la décision 2011/385/UE et des décisions d'exécution 2011/517/UE et 2011/520/UE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE
Le président faisant fonction
Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 33.

⁽²⁾ JO L 170 du 30.6.2011, p. 38.

⁽³⁾ JO L 220 du 26.8.2011, p. 22.

⁽⁴⁾ JO L 226 du 1.9.2011, p. 10.

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 115/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XX de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 97/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) La directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾ doit être intégrée dans l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe XX de l'accord est modifiée comme suit:

- 1) le tiret suivant est ajouté au point 1a (directive 85/337/CEE du Conseil), au point 1i (directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil), au point 13ca (directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil), au point 19a (directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil) et au point 32c [règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil]:

«— **32009 L 0031**: directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 (JO L 140 du 5.6.2009, p. 114).»

- 2) la mention suivante est ajoutée au point 1f (directive 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil):

«, modifiée par:

— **32009 L 0031**: directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 (JO L 140 du 5.6.2009, p. 114).»

- 3) le point suivant est inséré après le point 21as [règlement (CE) n° 748/2009 de la Commission]:

«21at. **32009 L 0031**: directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil (JO L 140 du 5.6.2009, p. 114).»

Article 2

Les textes de la directive 2009/31/CE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 35.

⁽²⁾ JO L 140 du 5.6.2009, p. 114.

(*) Obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 116/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XX de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 97/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement (UE) n° 100/2012 de la Commission du 3 février 2012 modifiant le règlement (CE) n° 748/2009 concernant la liste des exploitants d'aéronefs ayant exercé une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil à compter du 1^{er} janvier 2006 et précisant l'État membre responsable de chaque exploitant d'aéronef, compte tenu de l'extension du système d'échange de quotas d'émission aux pays de l'AELE membres de l'EEE ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le tiret suivant est ajouté au point 21as [règlement (CE) n° 748/2009 de la Commission] de l'annexe XX de l'accord:

«— **32012 R 0100**: règlement (UE) n° 100/2012 de la Commission du 3 février 2012 (JO L 39 du 11.2.2012, p. 1).»

Article 2

Les textes du règlement (UE) n° 100/2012 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

*Par le Comité mixte de l'EEE**Le président faisant fonction*

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 35.

⁽²⁾ JO L 39 du 11.2.2012, p. 1.

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 117/2012

du 15 juin 2012

modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XX de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 97/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) La décision 2009/770/CE de la Commission du 13 octobre 2009 établissant des formulaires types pour la présentation des résultats de la surveillance relative à la dissémination volontaire dans l'environnement d'organismes génétiquement modifiés, en tant que produits ou éléments de produits, aux fins de leur mise sur le marché, conformément à la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾ doit être intégrée dans l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le point suivant est inséré après le point 25 j (décision 2004/204/CE de la Commission) de l'annexe XX de l'accord:

«25k. **32009 D 0770**: décision 2009/770/CE de la Commission du 13 octobre 2009 établissant des formulaires types pour la présentation des résultats de la

surveillance relative à la dissémination volontaire dans l'environnement d'organismes génétiquement modifiés, en tant que produits ou éléments de produits, aux fins de leur mise sur le marché, conformément à la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 275 du 21.10.2009, p. 9).»

Article 2

Les textes de la décision 2009/770/CE en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 35.

⁽²⁾ JO L 275 du 21.10.2009, p. 9.

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE
N° 118/2012
du 15 juin 2012
modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord (ci-après dénommé l'«accord EEE»), et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XXI de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 98/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement (UE) n° 692/2011 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2011 concernant les statistiques européennes sur le tourisme ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord EEE.
- (3) Le règlement (UE) n° 692/2011 a abrogé la directive 95/57/CE du Conseil ⁽³⁾, qui est intégrée dans l'annexe XXI de l'accord EEE.
- (4) Il convient dès lors de modifier en conséquence l'annexe XXI de l'accord EEE,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le texte du point 7c (directive 95/57/CE du Conseil) de l'annexe XXI est remplacé par le texte suivant:

«**32011 R 0692**: règlement (UE) n° 692/2011 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2011 concernant les

statistiques européennes sur le tourisme et abrogeant la directive 95/57/CE du Conseil (JO L 192 du 22.7.2011, p. 17).

Aux fins du présent accord, les dispositions du règlement sont adaptées comme suit:

Le Liechtenstein est dispensé de l'obligation de collecter les données visées à l'annexe II de ce règlement.»

Article 2

Les textes du règlement (UE) n° 692/2011 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord EEE aient été faites au Comité mixte de l'EEE ^(*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 36.

⁽²⁾ JO L 192 du 22.7.2011, p. 17.

⁽³⁾ JO L 291 du 6.12.1995, p. 32.

^(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE
N° 119/2012
du 15 juin 2012
modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XXI de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 98/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement d'exécution (UE) n° 1051/2011 de la Commission du 20 octobre 2011 portant application du règlement (UE) n° 692/2011 du Parlement européen et du Conseil concernant les statistiques européennes sur le tourisme, en ce qui concerne la structure des rapports sur la qualité et la transmission des données ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le point suivant est inséré après le point 7c [règlement (UE) n° 692/2011 du Parlement européen et du Conseil] de l'annexe XXI de l'accord:

«7ca. **32011 R 1051**: règlement d'exécution (UE) n° 1051/2011 de la Commission du 20 octobre 2011 portant application du règlement (UE)

n° 692/2011 du Parlement européen et du Conseil concernant les statistiques européennes sur le tourisme, en ce qui concerne la structure des rapports sur la qualité et la transmission des données (JO L 276 du 21.10.2011, p. 13).»

Article 2

Les textes du règlement d'exécution (UE) n° 1051/2011 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE ^(*), ou le jour de l'entrée en vigueur de la décision du Comité mixte de l'EEE n° 118/2012 du 15 juin 2012 ⁽³⁾, si celle-ci intervient plus tard.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 36.
⁽²⁾ JO L 276 du 21.10.2011, p. 13.

^(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.
⁽³⁾ Voir page 41 du présent Journal officiel.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE
N° 120/2012
du 15 juin 2012
modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment son article 98,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe XXI de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 98/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le règlement (UE) n° 62/2012 de la Commission du 24 janvier 2012 mettant en œuvre le règlement (CE) n° 1177/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) en ce qui concerne la liste 2013 des variables cibles secondaires relatives au bien-être ⁽²⁾ doit être intégré dans l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le point suivant est inséré après le point 18ib [règlement (UE) n° 1157/2010 de la Commission] de l'annexe XXI de l'accord:

«18ic. **32012 R 0062**: règlement (UE) n° 62/2012 de la Commission du 24 janvier 2012 mettant en œuvre le règlement (CE) n° 1177/2003 du Parlement euro-

péen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) en ce qui concerne la liste 2013 des variables cibles secondaires relatives au bien-être (JO L 22 du 25.1.2012, p. 9).»

Article 2

Les textes du règlement (UE) n° 62/2012 en langues islandaise et norvégienne, à publier dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 16 juin 2012, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE (*).

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 36.

⁽²⁾ JO L 22 du 25.1.2012, p. 9.

^(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 121/2012

du 15 juin 2012

modifiant le protocole 31 (concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés) et le protocole 37 (comportant la liste prévue à l'article 101) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment ses articles 86, 98 et 101,

considérant ce qui suit:

- (1) Le protocole 31 de l'accord a été modifié par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 101/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Le protocole 37 de l'accord a été modifié par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 61/2012 du 30 mars 2012 ⁽²⁾.
- (3) Il y a lieu d'étendre la coopération entre les parties contractantes à l'accord EEE de manière à ce qu'elle couvre le règlement (UE) n° 912/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 établissant l'Agence du GNSS européen, abrogeant le règlement (CE) n° 1321/2004 du Conseil sur les structures de gestion des programmes européens de radionavigation par satellite et modifiant le règlement (CE) n° 683/2008 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾.
- (4) Il convient, dès lors, de modifier le protocole 31 de l'accord EEE afin de permettre cette coopération étendue. En ce qui concerne la participation de la Norvège, il y a lieu de tenir compte également à cet égard de l'accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège ⁽⁴⁾, et notamment de son article 6 (Sécurité). En raison de difficultés économiques, la participation de l'Islande aux programmes GNSS doit toutefois être provisoirement suspendue.
- (5) Pour permettre le bon fonctionnement de l'accord EEE, il y a lieu d'en étendre le protocole 37 afin qu'il couvre le conseil d'homologation de sécurité des systèmes GNSS européens et le conseil d'administration institués par le règlement (UE) n° 912/2010, ainsi que d'en modifier le protocole 31 de façon à préciser les modalités de participation,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'article 1^{er} (Recherche et développement technologique) du protocole 31 de l'accord EEE est modifié comme suit:

1) Le texte du paragraphe 8 est remplacé par le texte suivant:

«a) Les États de l'AELE participent pleinement aux activités de l'Agence du GNSS européen, ci-après dénommée l'«Agence», établie par l'acte de l'Union suivant:

— **32010 R 0912**: règlement (UE) n° 912/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 établissant l'Agence du GNSS européen, abrogeant le règlement (CE) n° 1321/2004 du Conseil sur les structures de gestion des programmes européens de radionavigation par satellite et modifiant le règlement (CE) n° 683/2008 du Parlement européen et du Conseil (JO L 276 du 20.10.2010, p. 11).

b) Les États de l'AELE contribuent financièrement aux activités de l'Agence visée au point a), conformément à l'article 82, paragraphe 1, point a), et au protocole 32 de l'accord.

c) Les États de l'AELE participent pleinement, sans avoir toutefois de droit de vote, au conseil d'administration et au conseil d'homologation de sécurité de l'Agence.

d) L'Agence a la personnalité juridique. Elle jouit, dans tous les États des parties contractantes, de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par la législation nationale.

e) Les États de l'AELE appliquent à l'Agence le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.

f) Par dérogation à l'article 12, paragraphe 2, point a), du régime applicable aux autres agents des Communautés européennes, des ressortissants des États de l'AELE jouissant de leurs droits civiques peuvent être engagés par contrat par le directeur exécutif de l'Agence.

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 39.

⁽²⁾ JO L 207 du 2.8.2012, p. 41.

⁽³⁾ JO L 276 du 20.10.2010, p. 11.

⁽⁴⁾ JO L 283 du 29.10.2010, p. 12.

- g) En vertu de l'article 79, paragraphe 3, de l'accord, la septième partie (Dispositions institutionnelles) de l'accord, à l'exception des sections première et deuxième de son chapitre 3, s'applique au présent paragraphe.
- h) Le règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission doit, aux fins de ce règlement, s'appliquer à tout document de l'Agence, y compris ceux concernant les États de l'AELE.
- i) En ce qui concerne l'Islande, l'application du présent paragraphe est suspendue jusqu'à décision contraire du Comité mixte de l'EEE.
- j) Le présent paragraphe ne s'applique pas au Liechtenstein.»
- 2) La mention suivante est ajoutée au paragraphe 8 bis, point a):
- «, modifié par:
- **32010 R 0912**: règlement (UE) n° 912/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 (JO L 276 du 20.10.2010, p. 11).»

Article 2

Le protocole 37 de l'accord EEE est modifié comme suit:

- 1) Le texte du point 30 et du point 31 est supprimé.

2) Les points suivants sont insérés:

«36. Conseil d'homologation de sécurité des systèmes GNSS européens [règlement (UE) n° 912/2010]

37. Conseil d'administration [règlement (UE) n° 912/2010]».

Article 3

La présente décision entre en vigueur le jour suivant la dernière notification au Comité mixte de l'EEE prévue à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord (*).

Elle s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 122/2012

du 15 juin 2012

modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé l'«accord», et notamment ses articles 86 et 98,

considérant ce qui suit:

- (1) Le protocole 31 de l'accord a été modifié par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 101/2012 du 30 avril 2012 ⁽¹⁾.
- (2) Il y a lieu d'étendre la coopération entre les parties contractantes à l'accord EEE de manière à ce qu'elle couvre la décision n° 940/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2011 relative à l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle (2012) ⁽²⁾.
- (3) Il convient dès lors de modifier le protocole 31 de l'accord EEE, afin que cette coopération étendue puisse commencer à compter du 1^{er} janvier 2012,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'article 5 du protocole 31 est modifié comme suit:

- 1) Le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

«5. Les États de l'AELE participent aux programmes et aux actions communautaires visés aux deux premiers tirets du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 1996, au programme visé au troisième tiret du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 2000, au programme visé au quatrième tiret du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 2001, aux programmes visés aux

cinquième et sixième tirets du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 2002, aux programmes visés aux septième et huitième tirets du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 2004, aux programmes visés aux neuvième, dixième et onzième tirets du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 2007, au programme visé au douzième tiret du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 2009 et au programme visé au treizième tiret du paragraphe 8 à partir du 1^{er} janvier 2012.»

- 2) Le tiret suivant est ajouté au paragraphe 8:

«— **32011 D 0940**: décision n° 940/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2011 relative à l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle (2012) (JO L 246 du 23.9.2011, p. 5).»

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour suivant la dernière notification au Comité mixte de l'EEE prévue à l'article 103, paragraphe 1, de l'accord (*).

Elle s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 3

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 15 juin 2012.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président faisant fonction

Gianluca GRIPPA

⁽¹⁾ JO L 248 du 13.9.2012, p. 39.

⁽²⁾ JO L 246 du 23.9.2011, p. 5.

(*) Pas d'obligations constitutionnelles signalées.

AVIS AU LECTEUR

La décision du Comité mixte de l'EEE n° 114/2012 a été retirée avant son adoption et est par conséquent nulle et non avenue.

Prix d'abonnement 2012 (hors TVA, frais de port pour expédition normale inclus)

Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	1 200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, papier + DVD annuel	22 langues officielles de l'UE	1 310 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	840 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, DVD mensuel (cumulatif)	22 langues officielles de l'UE	100 EUR par an
Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications), DVD, une édition par semaine	Multilingue: 23 langues officielles de l'UE	200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série C — Concours	Langues selon concours	50 EUR par an

L'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, qui paraît dans les langues officielles de l'Union européenne, est disponible dans 22 versions linguistiques. Il comprend les séries L (Législation) et C (Communications et informations).

Chaque version linguistique fait l'objet d'un abonnement séparé.

Conformément au règlement (CE) n° 920/2005 du Conseil, publié au Journal officiel L 156 du 18 juin 2005, stipulant que les institutions de l'Union européenne ne sont temporairement pas liées par l'obligation de rédiger tous les actes en irlandais et de les publier dans cette langue, les Journaux officiels publiés en langue irlandaise sont commercialisés à part.

L'abonnement au Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications) regroupe la totalité des 23 versions linguistiques officielles en un DVD multilingue unique.

Sur simple demande, l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne* donne droit à la réception des diverses annexes du Journal officiel. Les abonnés sont avertis de la parution des annexes grâce à un «Avis au lecteur» inséré dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Ventes et abonnements

Les abonnements aux diverses publications payantes, comme l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, sont disponibles auprès de nos bureaux de vente. La liste des bureaux de vente est disponible à l'adresse suivante:

http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm

EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>



Office des publications de l'Union européenne
2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR